CONSTRUCTION DE
DÉFENSE CANADA

2023–2024 RAPPORT FINANCIER DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE

CLOS LE 30 JUIN 2023

Rapport de gestion et états financiers intermédiaires résumés non audités

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA
DEFENCE CONSTRUCTION CANADA

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de Gestion 1

1.0 Importance relative 1

2.0 Profil de la Société 1

3.0 Indicateurs du rendement opérationnel 2

4.0 Gestion des risques 4

5.0 Résultats financiers 4

6.0 Perspectives de CDC 14

États Financiers Intermédiaires Résumés Non Audités 15

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion dresse un portrait des résultats financiers et des changements opérationnels pour le premier trimestre, clos le 30 juin 2023, de Construction de Défense Canada (la Société ou CDC). Ce rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2023.

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces renseignements à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023 et du rapport de gestion s'y rapportant (le *Rapport annuel 2022-2023*). La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du premier trimestre renvoient au trimestre clos le 30 juin 2023. Toute mention du premier trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 juin 2022. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2023.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les renseignements à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de Défense Canada (CDC, ou la Société) est une société d'État dont l'objectif est de mener à bien l'approvisionnement et la réalisation de projets d'infrastructure et d'environnement de défense. Son mandat premier est de répondre aux besoins en matière d'infrastructure, de biens immobiliers et d'environnement du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces armées canadiennes (FAC) en offrant des services de consultation, de collaboration, de planification, de prestation et de gestion dans le cadre de marchés de défense.

Depuis sa fondation, CDC fournit un soutien au gouvernement du Canada, y compris à ses ministères et organismes, tant au pays qu'à l'étranger. CDC compte actuellement deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du MDN et le Centre de la sécurité des télécommunications. Services partagés Canada (SPC) fait également appel aux services de CDC relativement à son centre de données d'entreprises de la base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

Nous sommes fiers de travailler avec le MDN depuis 1951. Cette collaboration nous a permis d'acquérir l'expertise spécialisée et la vaste base de connaissances voulues pour gérer des projets au pays et à l'étranger, tant des projets de type classique que des projets novateurs, allant de simples travaux d'entretien à des projets de construction complexes. De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, le travail de CDC recouvre un large éventail d'activités. Les ressources de la Société en matière de prestation de services se divisent en cinq secteurs de services.

SERVICES DES MARCHÉS
L'équipe des Services des marchés s'occupe de la planification et des marchés pour les biens et pour les services professionnels, environnementaux, immobiliers, de construction et d'entretien.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS
Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN, ainsi qu'à la gestion d'accords complexes de partenariat public-privé (PPP).

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX
Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation en place et à gérer les contrôles diligents et les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES
Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes, et le contrôle des calendriers et de la documentation.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS
L'équipe des Services de gestion des biens immobiliers assure l'entretien efficace de l'infrastructure du MDN en fournissant un soutien tactique et stratégique pendant la totalité du cycle de vie des biens immobiliers.

3.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

3.1 COÛTS DE LA PRESTATION DES SERVICES DE CDC

Cet indicateur rend compte du coût de la prestation des services axés sur les programmes de CDC, y compris la gestion des marchés, la gestion des projets et des programmes, et les services des marchés, par rapport au montant budgété pour le programme d'infrastructure et d'environnement offert par CDC. La Société s'attend à ce que ces coûts soient de l'ordre de 9 % à 15 % des dépenses de programme réelles des clients-partenaires. Pour ce qui est du premier trimestre de l'exercice 2023-2024, le coût de la prestation de services axés sur les programmes était de 20 %, en hausse d'un point de pourcentage par rapport à 2022-2023. Cette augmentation est attribuable à une hausse planifiée des taux de facturation et à une

plus grande demande de services axés sur les programmes, qui ont entraîné une hausse des revenus. Le coût des services est habituellement plus élevé que la plage ciblée au début de l'année, à cause du calendrier des dépenses des contrats IE, et retombe dans cette plage à mesure que l'année progresse et que les dépenses contractuelles sont engagées.

3.2 TAUX D'UTILISATION DE L'EFFECTIF

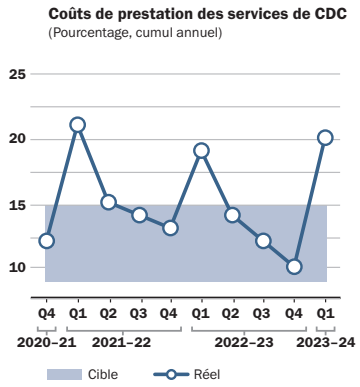
Le taux d'utilisation de l'effectif renvoie au pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des fonctions liées à la prestation de services facturables aux clients-partenaires, par opposition aux heures consacrées à des initiatives stratégiques d'entreprise et à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire, ou à des congés payés. Il s'agit là d'un important indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un précieux outil de gestion financière.

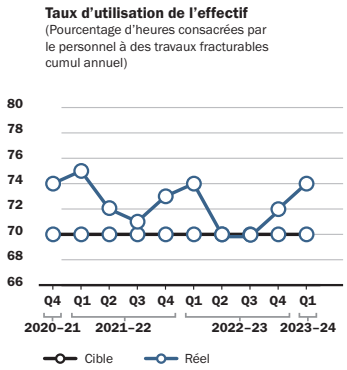
La Société se fixe un objectif de recouvrement de 70 % des heures de travail des employés auprès des clients-partenaires. Au premier trimestre de l'exercice 2023-2024, le taux d'utilisation était de 74 %, soit le même que pour la période correspondante de 2022-2023.

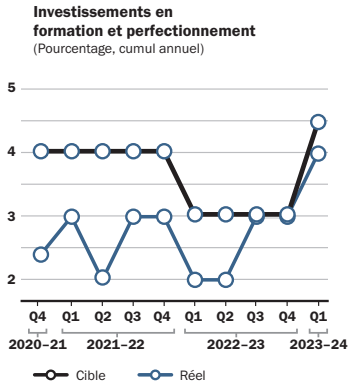
3.3 INVESTISSEMENTS EN FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

La capacité de CDC à bien servir le MDN dépend pour beaucoup des compétences de son personnel, ce qui fait du maintien en poste d'une main-d'œuvre qualifiée et professionnelle un objectif primordial. L'indicateur de rendement de CDC en matière de formation et de perfectionnement est établi à partir du budget annuel de perfectionnement professionnel, lequel représente la somme des charges directes et des charges liées aux heures que consacre le personnel à des activités de formation et de perfectionnement, exprimée en pourcentage de la masse salariale de base. En 2023-2024, CDC a porté son objectif annuel de dépenses en formation et perfectionnement de 3 % à 4,5 % de la masse salariale de base pour être plus en phase avec les tendances de l'industrie en formation et perfectionnement ainsi qu'avec les pratiques exemplaires pour les organisations de taille semblable. Cette augmentation nous a permis de financer de nouvelles initiatives nationales de formation et de perfectionnement et de mieux soutenir les activités de formation et de perfectionnement en personne et les déplacements connexes à la suite de la levée des mesures liées à la COVID-19.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2023-2024, le pourcentage réel a été de 4 %, une hausse de 2 points de pourcentage par rapport à la même période en 2022-2023. La quantité de formation dispensée dépend de l'effort requis pour élaborer et proposer des cours à l'interne, ainsi que du calendrier des activités de perfectionnement dans diverses régions. L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent s'explique par le fait que des forums de leadership et d'orientation en personne ont eu lieu au premier trimestre.







4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, Gestion des risques, du rapport de gestion du *Rapport annuel 2022-2023* de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 46 millions de dollars pour le premier trimestre, une hausse de 5 millions de dollars soit environ 14 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2022-2023. L'augmentation tient à une hausse de la demande de services des clients-partenaires combinée à un relèvement du taux de facturation prévue pour l'année.

En général, les produits tirés des services facturés sont directement corrélés aux dépenses du MDN dans des projets d'infrastructure et d'environnement. Les produits tirés des services facturés augmentent en fonction de la hausse du nombre de projets du MDN et de leur valeur en dollars, et diminuent dans le cas contraire. La nature cyclique du financement du MDN se répercute directement sur la demande à l'égard des services offerts par la Société et, par ricochet, sur les produits tirés des services facturés. Au premier trimestre de l'exercice en cours, CDC a versé en tout 172 millions de dollars aux entrepreneurs pour le compte de ses clients-partenaires, soit 10 % de plus que pour la même période en 2022-2023. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2023-2024 donne des résultats semblables à ceux de 2022-2023.

Produits, par secteur d'activité	**Trimestre clos le 30 juin**		**Variation**	
(en milliers de dollars)	**2023**	2022	**$**	**%**
Gestion des marchés	**19 326 $**	16 706 $	2 620	16 %
Gestion des projets et des programmes	**11 336**	9 977	1 359	14 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	**4 955**	4 450	505	11 %
Passation de marchés	**3 550**	3 211	339	11 %
Soutien technique en matière de construction	**3 059**	2 742	317	12 %
Soutien technique en matière d'environnement	**3 341**	3 057	284	9 %
Total des produits tirés des services facturés	**45 567 $**	40 143 $	**5 424**	14 %

Gestion des marchés
Les produits tirés de la gestion des marchés ont progressé de 16 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représentait 12,5 points de pourcentage de la hausse) et de la majoration des taux de facturation (qui représentaient 3,5 points de pourcentage de la hausse). L'accroissement de la demande tient à la variabilité des services requis par les clients-partenaires à mesure que les projets progressent des étapes de la gestion des projets et des programmes et de la passation de marchés à celle de la gestion des marchés.

Gestion des projets et des programmes
Les produits découlant de la gestion de projet et de programmes ont augmenté de 14 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation est due à la hausse de la demande des clients-partenaires (qui représente 10,5 points de pourcentage de l'augmentation) et à l'augmentation des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage de l'augmentation).

Soutien technique en matière de biens immobiliers
Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont progressé de 11 % comparativement au même trimestre de l'exercice précédent, en raison de l'accroissement de la demande de services liés à la gestion des installations et du portefeuille (qui représente 7,5 points de pourcentage de l'augmentation) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage de l'augmentation).

Passation de marchés
Les produits tirés de la passation de marchés ont augmenté de 11 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison de l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représente 7,5 points de pourcentage de la hausse) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage de la hausse).

Soutien technique en matière de construction
Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont progressé de 12 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison de l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représente 8,5 points de pourcentage de la hausse) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage de la hausse).

Soutien technique en matière d'environnement
Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont crû de 9 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison d'une augmentation de la demande à l'égard de ces services (qui représentait 5,5 points de pourcentage de la hausse) et de la majoration des taux de facturation (qui représentait 3,5 points de pourcentage de la hausse).

PRODUITS FINANCIERS
Les produits financiers, que la Société dégage des placements et du solde moyen de son compte bancaire, ont augmenté de 340 000 $ (environ 148 %) au premier trimestre, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse vient d'un taux de rendement plus élevé au premier trimestre, en raison d'une hausse des taux d'intérêt, et de l'investissement de liquidités qui n'étaient pas immédiatement nécessaires aux fins de l'exploitation, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Au 30 juin 2023, le solde des investissements était de 95 % supérieur à celui du 30 juin 2022, tandis que le solde de trésorerie était de 52 % inférieur à celui du premier trimestre de l'exercice précédent.

	Trimestre clos le 30 juin		**Variation**	
(en milliers de dollars)	**2023**	2022	**$**	**%**
Produits financiers	**569 $**	229 $	340	148 %

5.2 CHARGES

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL
Les salaires ont totalisé 32 millions de dollars au premier trimestre, soit une hausse de 3 millions de dollars (environ 9 %) par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette progression est principalement attribuable à une hausse d'environ 8 %, ou 90 équivalents temps plein (ETP) de l'effectif par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison de la croissance de la demande des clients-partenaires. Le reste de l'augmentation tient à la hausse prévue de la masse salariale annuelle, liée au coût de la vie et à la rémunération au rendement.

Les avantages du personnel ont totalisé 9 millions de dollars, soit une augmentation de 1 million de dollars, ou environ 17 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette progression s'explique par la croissance de l'effectif de la Société et une hausse du coût des avantages sociaux futurs.

	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
(en milliers de dollars)	**2023**	2022	**$**	**%**
Salaires	**31 718 $**	29 093 $	2 625	9 %
Avantages du personnel	**8 799**	7 527	1 272	17 %
Total des salaires et avantages du personnel	**40 517 $**	36 620 $	3 897	11 %
Avantages du personnel en pourcentage de la masse salariale	**28 %**	26 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration totalisent 3 millions de dollars pour le premier trimestre, soit une hausse de 633 000 $ (environ 24 %) par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Divers facteurs expliquent ces charges.

	Trimestre clos le 30 juin		Variation		
(en milliers de dollars)	**2023**	2022	**$**	**%**	**Analyse de la variation**
Services infonuagiques	**550 $**	447 $	103	23 %	L'augmentation est attribuable aux frais d'abonnement aux logiciels mobiles de gestion des marchés visant à répondre aux besoins des clients-partenaires et à l'élaboration d'un nouvel espace de travail numérique.
Entretien de logiciels	**447**	438	9	2 %	L'augmentation est attribuable à l'ajout d'employés, nécessaire pour répondre à la demande de services accrue de la part des clients-partenaires.
Services professionnels	**441**	360	81	23 %	L'augmentation est attribuable aux initiatives de l'équipe des Ressources humaines, comme l'équité salariale, la diversité et l'inclusion, ainsi qu'aux initiatives de l'équipe des Technologies de l'information, comme l'examen des processus de gestion de l'information et le remplacement de l'intranet au premier trimestre.
Formation et perfectionnement des employés	**349**	136	213	157 %	Cette augmentation est attribuable à une initiative nationale de formation en leadership et à un forum d'orientation pour les nouveaux employés de la région de l'Ouest.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (SUITE)

	Trimestre clos le 30 juin		**Variation**		
(en milliers de dollars)	**2023**	2022	**$**	**%**	**Analyse de la variation**
Exploitation d'installations louées	**270**	247	23	9 %	L'augmentation est attribuable à la hausse des coûts de location en raison du nombre croissant d'employés qui sont revenus travailler en bureau et au recouvrement ponctuel des coûts d'exploitation d'un bureau régional au premier trimestre de l'exercice précédent.
Déplacement	**214**	106	108	102 %	Cette augmentation est le résultat du retour progressif des déplacements d'affaires aux niveaux antérieurs à la COVID-19.
Location de matériel	**210**	259	(49)	-19 %	Cette baisse est attribuable à l'achat, au troisième trimestre de 2022, de périphériques qui étaient du matériel loué au premier trimestre de l'exercice précédent.
Téléphonie et communication de données	**165**	181	(16)	-9 %	Cette baisse est due aux mesures d'optimisation qui ont réduit le nombre de lignes terrestres dans les bureaux régionaux et de chantier, et entraîné des économies de coûts.
Services, fournitures et matériel de bureau	**149**	173	(24)	-14 %	Cette baisse est principalement attribuable au report des coûts du 70e anniversaire au premier trimestre de l'année précédente, légèrement contrebalancé par une augmentation de l'assurance cybersécurité au premier trimestre.
Recrutement	**142**	11	131	1191 %	La hausse est attribuable à une plus forte demande en services de recrutement en externe en raison de la concurrence sur le marché du travail.
Services et communications clients	**99**	112	(13)	-12 %	Cette baisse est attribuable au fait que la Société a engagé des coûts ponctuels pour des articles promotionnels de CDC et pour le travail d'identité visuelle auprès de Relations progressistes avec les Autochtones au premier trimestre de l'exercice précédent.
Logiciels	**66**	60	6	10 %	L'augmentation est attribuable à l'achat d'une licence de logiciel d'infonuagique.
Hébergement	**64**	20	44	220 %	L'augmentation est attribuable à des initiatives de formation supplémentaires et à des réunions en personne.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (SUITE)

	Trimestre clos le 30 juin		**Variation**		
(en milliers de dollars)	**2023**	2022	**$**	**%**	**Analyse de la variation**
Mobilier et équipement	**30**	7	23	329 %	L'augmentation est attribuable à l'achat d'armoires de bureaux, de postes de travail et de chaises supplémentaires pour de nombreux emplacements en réponse à l'augmentation du nombre d'ETP.
Réinstallation d'employés	**29**	40	(11)	-28 %	Cette baisse est attribuable aux réinstallations survenues au premier trimestre de l'exercice précédent en raison de la création de la nouvelle région du Pacifique.
Abonnements et adhésions	**25**	28	(3)	-11 %	La variation est négligeable.
Matériel informatique	**16**	8	8	100 %	L'augmentation est attribuable à des achats ponctuels d'accessoires informatiques.
Autres	**6**	4	2	50 %	La variation est négligeable.
Poste et transport de marchandises	**5**	7	(2)	-29 %	La variation est négligeable.
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	**3 277 $**	2 644 $	633	24 %	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

Au total, la dotation aux amortissements a diminué de 7 %, ou 31 000 $, au premier trimestre. L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation a diminué de 9 %, soit 31 000 $, au premier trimestre, principalement en raison des modifications apportées au contrat de location du siège social. L'amortissement des immobilisations corporelles au premier trimestre correspond aux chiffres du premier trimestre de l'année précédente. L'amortissement des immobilisations incorporelles au premier trimestre correspond aux chiffres du premier trimestre de l'exercice précédent.

	Trimestre clos le 30 juin		**Variation**	
(en milliers de dollars)	**2023**	2022	**$**	**%**
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	**299 $**	330 $	(31)	-9 %
Amortissement des immobilisations corporelles	**106**	106	–	0 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	**5**	5	–	0 %
Total de la dotation aux amortissements	**410 $**	441 $	(31)	-7 %

5.3 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le résultat net et le résultat global du trimestre courant sont de 2 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 615 000 $ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. La hausse du résultat net pour le premier trimestre est due à un accroissement de la demande à l'égard des services de CDC, ainsi qu'à la majoration prévue des taux de facturation. Ceux-ci ont été partiellement contrebalancés par la hausse des coûts de fonctionnement, ainsi que par la croissance des salaires attribuable à l'augmentation des ETP et à l'augmentation annuelle des salaires.

	Trimestre clos le 30 juin		**Variation**	
(en milliers de dollars)	**2023**	2022	**$**	**%**
Résultat net et résultat global	**1 880 $**	615 $	1 265	206 %

5.4 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est expliquée dans le *Rapport annuel 2022-2023.*

TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 60 millions de dollars au 30 juin 2023, soit une hausse de 4 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au 31 mars 2023.

Au 30 juin 2023, le solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevait à 20 millions de dollars, en hausse de 4 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au 31 mars 2023. Dans la période de trois mois suivant le 31 mars 2023, la Société a généré 4 millions de dollars de trésorerie provenant des activités opérationnelles, consacré 392 000 $ aux dépenses d'investissement et 214 000 $ à l'acquisition de placements, et dépensé 321 000 $ pour s'acquitter de ses obligations locatives.

Au 30 juin 2023, le solde de trésorerie de CDC était inférieur de 26 à 34 millions de dollars à la fourchette ciblée pour ses réserves de fonctionnement pour 2023-2024, en raison de l'achat non prévu de nouvelles obligations provinciales et de certificats de placement garantis.

Au 30 juin 2023, les placements (courants et non courants) totalisaient 40 millions de dollars, une hausse de 238 000 $, ou 1 %, par rapport à la clôture de l'exercice 2022-2023. Cette augmentation s'explique par l'acquisition d'un certificat de placement garanti et d'une obligation provinciale, contrebalancée par le rachat de placements arrivés à échéance.

Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou calculables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont cohérents avec la politique de placement approuvée par le conseil d'administration. La Société entend détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients sont les sommes à recevoir de clients-partenaires de la Société, notamment le MDN. Au 30 juin 2023, les créances clients totalisaient 36 millions de dollars, en hausse de 4 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au 31 mars 2023. La hausse tient surtout à l'augmentation des produits découlant du MDN, et du délai de recouvrement de ces comptes débiteurs. Toutes les créances clients sont considérées comme entièrement recouvrables.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisaient 31 millions de dollars au 30 juin 2023, en hausse de 9 millions de dollars, ou 39 %, par rapport au 31 mars 2023. L'augmentation des passifs courants est principalement due à l'accroissement des produits comptabilisés d'avance et au calendrier des paiements des fournisseurs.

Trésorerie et ressources en capital	**Au**		**Variation**	
(en milliers de dollars)	**30 juin 2023**	31 mars 2023	**$**	**%**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**20 121 $**	16 563 $	3 558	21 %
Placements	**39 611**	39 373	238	1 %
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements	**59 732 $**	55 936 $	3 796	7 %
Créances clients	**35 715 $**	31 961 $	3 754	12 %
Passifs courants	**30 675 $**	22 109 $	8 566	39 %

5.5 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimatif des congés de maladie qui restent dans un régime de congés de maladie réduit (qui a été remplacé par un régime de prestations d'invalidité de courte durée), et des indemnités de retraite pour ses employés actifs, ainsi que des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Ce passif est estimé par calcul actuariel. Au 30 juin 2023, la charge à payer au titre des avantages du personnel s'élevait à 35 millions de dollars, en hausse de 769 000 $, ou d'environ 2 %, par rapport au 31 mars 2023.

Dans l'ensemble, le passif a augmenté parce que le coût des services rendus au cours de la période (565 000 $) et l'intérêt sur la valeur actualisée de l'obligation (434 000 $) ont été supérieurs aux cotisations des employés aux régimes d'avantages du personnel (230 000 $).

	Au		**Variation**	
(en milliers de dollars)	**30 juin 2023**	31 mars 2023	**$**	**%**
Partie courante	**2 447 $**	2 403 $	44	2 %
Partie non courante	**32 244**	31 519	725	2 %
Total des avantages du personnel	**34 691 $**	33 922 $	769	2 %

5.6 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement de la Société totalisent 675 000 $ pour le premier trimestre, soit une augmentation de 603 000 $, ou 838 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à des améliorations locatives apportées dans un bureau régional et à des modifications apportées au contrat de location du siège social.

	Trimestre clos le 30 juin		**Variation**	
(en milliers de dollars)	**2023**	2022	**$**	**%**
Mobilier et équipement	**– $**	60 $	(60)	–100 %
Améliorations locatives	**524**	–	524	–
Immobilisations incorporelles	**–**	12	(12)	–100 %
Actifs au titre de droits d'utilisation	**151**	–	151	–
Total des dépenses d'investissement	**675 $**	72 $	603	838 %

5.7 COMPARAISON DES RÉALISATIONS AUX PROJECTIONS

Le tableau ci-après compare les résultats réels de la Société pour le premier trimestre de 2023-2024 aux projections figurant dans le Plan d'entreprise (le Plan). Les résultats réels de la Société surpassent les prévisions du Plan.

Les produits tirés des services facturés pour la période sont de 6 % supérieurs au Plan. Cette hausse s'explique par une demande plus forte que prévu pour ces services de la part du MDN.

Les frais de déplacement et décaissements recouvrés ont été de 214 % supérieurs à ceux du Plan, en raison du retour progressif des déplacements aux niveaux pré-COVID-19.

Les produits financiers ont été de 20 % supérieurs aux projections du Plan, en raison de l'augmentation du solde de placement et de taux d'intérêt plus élevés.

Les salaires et avantages du personnel ont été de 9 % plus élevés que les prévisions du Plan, en raison de la hausse du coût des avantages du personnel et d'une augmentation imprévue des ETP en raison de la demande plus élevée des clients-partenaires.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 22 % inférieurs aux projections. Cette baisse est principalement attribuable aux niveaux plus bas que prévu de formation et de perfectionnement des employés, aux calendriers des services professionnels et aux achats de mobilier pour le nouveau bureau régional du Pacifique.

La dotation aux amortissements a été de 17 % inférieur aux projections du Plan, en raison du prolongement des échéances de construction du bureau régional du Pacifique et des modifications apportées au contrat de location du siège social.

Le résultat net a été de 614 000 $ supérieur aux projections du Plan, principalement en raison de la hausse de la demande de services et de charges opérationnelles et frais d'administration moins élevés que prévu. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par des salaires et avantages du personnel plus élevés que prévu.

Les dépenses d'investissement ont été de 73 % inférieures aux projections, en raison de retards de construction qui ont différé la signature du contrat de location du bureau régional du Pacifique.

	Trimestre clos le 30 juin		**Variation**	
(en milliers de dollars)	**Réel**	Plan d'entreprise	**$**	**%**
Produits				
Produits tirés des services facturés	**45 567 $**	42 888 $	2 679	6 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	**1 151**	366	785	214 %
Produits financiers	**569**	473	96	20 %
Produits totaux	**47 287**	43 727	3 560	8 %
Charges				
Salaires et avantages du personnel	**40 517**	37 320	3 197	9 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	**3 277**	4 226	(949)	-22 %
Frais de déplacement et décaissements	**1 151**	366	785	214 %
Dotation aux amortissements	**410**	492	(82)	-17 %
Charges financières	**52**	57	(5)	-9 %
Total des charges	**45 407**	42 461	2 946	7 %
Résultat net et résultat global	**1 880**	1 266	614	48 %
Dépenses d'investissement	**675 $**	2 531 $	(1 856)	-73 %

5.8 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges liées aux marchés engagées par la Société dans le cadre du programme du MDN pour le trimestre clos le 30 juin 2023 ont progressé de 15 millions de dollars, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression est principalement attribuable à une mise en œuvre plus rapide du programme du MDN par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2023-2024 soit comparable à celui de 2022-2023.

(en milliers de dollars)	**Trimestre clos le 30 juin**		**Variation**	
Région	**2023**	2022	**$**	**%**
Ontario	**43 699 $**	32 418 $	11 281	35 %
Québec	**34 549**	29 343	5 206	18 %
Capitale nationale	**34 390**	26 720	7 670	29 %
Pacifique	**21 407**	24 651	(3 244)	-13 %
Ouest	**21 123**	23 007	(1 884)	-8 %
Atlantique	**17 185**	20 947	(3 762)	-18 %
Total des charges liées aux marchés	**172 353 $**	157 086 $	15 267	10 %

6.0 PERSPECTIVES DE CDC

6.1 SUIVI DE LA GUERRE EN UKRAINE

Le 24 février 2022, les troupes russes ont envahi l'Ukraine. Le conflit militaire en cours continue de causer d'importantes pertes, des déplacements de population, des dommages aux infrastructures et des perturbations de l'activité économique en Ukraine. En réaction, de nombreux pays, dont le Canada, ont imposé des sanctions économiques à la Russie.

Le 10 juillet 2023, le premier ministre a annoncé un engagement à consacrer 2,6 milliards de dollars au renouvellement et à l'élargissement de l'opération REASSURANCE. Ce nouveau financement soutient l'engagement du Canada à l'égard de la présence avancée renforcée de l'OTAN en Lettonie, où le Canada agit comme pays-cadre dirigeant un groupement tactique multinational. CDC appuie le MDN et les FAC en Lettonie et fait équipe avec son client-partenaire pour comprendre les nouveaux besoins en services.

Bien que la Société soit incapable de déterminer ou de prédire la durée et les répercussions de la guerre en Ukraine, elle continue de suivre la situation et reste prête à fournir tout le soutien supplémentaire requis par le MDN. Si les prix des biens et services qu'elle achète ont subi des hausses minimales, la Société continue néanmoins de surveiller de près les effets généraux de la guerre, y compris les pressions inflationnistes croissantes et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, sur ses activités. La poussée inflationniste amorcée au premier semestre de 2022 a accru l'incertitude autour de nos hypothèses d'inflation liées aux augmentations futures des salaires et des taux de facturation de nos clients-partenaires, et autour de nos hypothèses à long terme concernant le régime d'avantages du personnel. Toutefois, CDC n'a pas modifié ses hypothèses de 2022-2023, puisque sa vision à long terme de l'inflation n'a pas changé.

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés. À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung
Président et premier dirigeant

Original signé par

Marie-Josée Lacombe, CPA
Vice-présidente,
Finances et Ressources humaines,
et chef des finances

Ottawa, Canada
29 août 2023

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ

		Au	
(en milliers de dollars)	Notes	**30 juin 2023**	31 mars 2023
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		**20 121 $**	16 563 $
Placements	6, 14	**5 870**	7 057
Produits à recevoir	9	**2 470**	–
Créances clients	14	**35 715**	31 961
Charges payées d'avance et autres actifs		**2 051**	1 366
Autres créances		**1 951**	1 607
Actifs courants		**68 178**	58 554
Placements	6, 14	**33 741**	32 316
Immobilisations corporelles	7	**2 343**	1 925
Immobilisations incorporelles		**22**	27
Actifs au titre de droits d'utilisation	13	**6 048**	6 196
Actifs non courants		**42 154**	40 464
Total de l'actif		**110 332 $**	99 018 $
Passifs			
Fournisseurs et dettes diverses	14	**24 311 $**	17 097 $
Produits comptabilisés d'avance	9	**2 920**	1 299
Avantages du personnel	8	**2 447**	2 403
Obligations locatives	13	**997**	1 310
Passifs courants		**30 675**	22 109
Avantages du personnel	8	**32 244**	31 519
Obligations locatives	13	**5 430**	5 287
Passifs non courants		**37 674**	36 806
Total du passif		**68 349**	58 915
Capitaux propres			
Capital-actions : Autorisé — 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale — émis (32 actions ordinaires)		**–**	–
Résultats non distribués		**41 983**	40 103
Total des capitaux propres		**41 983**	40 103
Total du passif et des capitaux propres		**110 332 $**	99 018 $

Engagements : Voir la note 13. Passifs éventuels : Voir la note 15.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

		Trimestre clos le 30 juin	
(en milliers de dollars)	Notes	**2023**	2022
Produits tirés des services facturés	9	**45 567 $**	40 143 $
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		**1 151**	711
Produits financiers		**569**	229
Total des produits		**47 287**	41 083
Salaires et avantages du personnel		**40 517**	36 620
Charges opérationnelles et frais d'administration	10	**3 277**	2 644
Frais de déplacement et décaissements		**1 151**	711
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	**299**	330
Amortissement des immobilisations corporelles	7	**106**	106
Amortissement des immobilisations incorporelles		**5**	5
Charges financières	13	**52**	52
Total des charges		**45 407**	40 468
Résultat net et résultat global		**1 880 $**	615 $

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

	Trimestre clos le 30 juin	
(en milliers de dollars)	**2023**	2022
Capital-actions	**– $**	– $
Résultats non distribués		
Solde à l'ouverture de la période	**40 103**	29 960
Résultat net et résultat global	**1 880**	615
Solde à la clôture de la période	**41 983 $**	30 575 $
Capitaux propres	**41 983 $**	30 575 $

TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

		Trimestre clos le 30 juin	
(en milliers de dollars)	Notes	**2023**	2022
Flux de trésorerie nets liés aux activités de fonctionnement			
Résultat net		**1 880 $**	615 $
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement			
Charge au titre des avantages du personnel	8	**999**	785
Avantages du personnel versés	8	**(230)**	(230)
Amortissement des immobilisations corporelles	7	**106**	106
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	**299**	330
Amortissement des immobilisations incorporelles		**5**	5
Accroissement des primes d'investissement		**(42)**	–
Amortissement des primes d'investissement		**18**	13
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel			
Créances clients		**(3 754)**	(3 144)
Autres créances		**(344)**	80
Charges payées d'avance et autres actifs		**(685)**	(390)
Produits à recevoir		**(2 470)**	(3 053)
Fournisseurs et dettes diverses		**7 082**	6 281
Produits comptabilisés d'avance		**1 621**	3 855
Flux de trésorerie nets liés aux activités de fonctionnement		**4 485**	5 253
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition de placements		**(1 400)**	–
Rachat et cession de placements		**1 186**	320
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	**(392)**	(2)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		**–**	(12)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		**(606)**	306
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Remboursement d'obligations locatives	13	**(321)**	(315)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		**(321)**	(315)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période		**3 558**	5 244
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		**16 563**	36 918
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		**20 121 $**	42 162 $

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie : Voir la note 11.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2023 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Il s'agit d'une société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). En 1980, dans le cadre du Programme de coordination de l'image de marque, la Société a reçu le titre d'usage « Construction de Défense Canada ». Depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

Elle a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits de son exploitation sont tirés de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

2. MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Comme l'autorise IAS 34, ces états financiers intermédiaires sont résumés et ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels. Ils doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023 et le Rapport de gestion du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

4. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

5. NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

5.1 MODIFICATIONS COMPTABLES ACTUELLES

La Société surveille activement les normes nouvelles et modifiées de l'International Accounting Standards Board (IASB). L'IASB n'a pas publié de telles normes qui auraient une incidence sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société.

5.2 MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'IASB n'a pas publié de normes nouvelles ou modifiées qui pourraient toucher la Société à l'avenir autres que celles qui sont mentionnées dans la note 3 des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

6. PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada et des Provinces, portant intérêt à des taux effectifs allant de 1,2 % à 4,6 % (taux d'intérêt nominaux allant de 1,8 % à 4,6 %), ainsi que de certificats de placement garanti (CPG) à taux d'intérêt fixes de 0,9 % à 5,0 % (taux d'intérêt nominaux allant de 0,9 % à 5,0 %).

Les échéances des obligations s'échelonnent de septembre 2024 à avril 2028 et celles des CPG, de juillet 2023 à mars 2028, la Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur des placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

	Au	
	30 juin 2023	31 mars 2023
Partie courante	**5 870 $**	7 057 $
Partie non courante	**33 741**	32 316
Investissements totaux	**39 611 $**	39 373 $

	Au	
Valeur comptable au côut amorti	**30 juin 2023**	31 mars 2023
Obligations des Provinces	**9 573 $**	9 336 $
Obligations fédérales (note 14)	**1 001**	1 001
Certificats de placement garanti	**29 037**	29 036
	39 611 $	39 373 $

La juste valeur des placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d., des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif (niveau 2); c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données d'entrée non observables) (niveau 3). La juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, mais plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins d'un an.

	Au	
Juste valeur	**30 juin 2023**	31 mars 2023
Obligations des Provinces	**9 224 $**	9 155 $
Obligations fédérales (note 14)	**957**	970
Certificats de placement garanti	**29 410**	29 183
	39 591 $	39 308 $

	Au 30 juin 2023				
	Taux d'intérêt effectif	**Taux d'intérêt nominal**	**< Un an**	**De 1 à 5 ans**	**Total**
Obligations					
Obligations fédérales (note 14)	1,7 %	1,8 %	– $	1 001 $	**1 001 $**
Obligations des Provinces	1,2 %–4,6 %	2,3 %–4,6 %	–	9 573	**9 573**
Certificats de placement garanti	0,9 %–5 %	0,9 %–5 %	5 870	23 167	**29 037**
			5 870 $	**33 741 $**	**39 611 $**

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant.

Coût	**Matériel informatique**	**Mobilier et agencements**	**Améliorations locatives**	**Total**
Solde au 31 mars 2023	649 $	1 421 $	1 893 $	3 963 $
Acquisitions	–	–	524	524
Solde au 30 juin 2023	**649 $**	**1 421 $**	**2 417 $**	**4 487 $**
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2023	567 $	951 $	520 $	2 038 $
Amortissements	17	38	51	106
Solde au 30 juin 2023	**584 $**	**989 $**	**571 $**	**2 144 $**
Valeur comptable nette par catégorie d'actifs				
Valeur comptable nette au 31 mars 2023	82 $	470 $	1 373 $	1 925 $
Valeur comptable nette au 30 juin 2023	**65 $**	**432 $**	**1 846 $**	**2 343 $**

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

8. AVANTAGES DU PERSONNEL

8.1 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimatif des congés de maladie de ses employés, des indemnités versées à certains employés à leur départ à la retraite ainsi que des prestations d'assurance maladie, de soins dentaires et d'assurance-vie de son personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2022-2023*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2023. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2026 ou plus tôt au besoin.

	Au	
	30 juin 2023	31 mars 2023
Partie courante	**2 447 $**	2 403 $
Partie non courante	**32 244**	31 519
Total des avantages du personnel	**34 691 $**	33 922 $

Suivent les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies de l'exercice :

Solde au 31 mars 2023	**33 922**	**$**
Coût des services rendus au cours de la période	**565**	
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	**434**	
Primes au titre des avantages du personnel	**(230)**	
Solde au 30 juin 2023	**34 691**	**$**

Les montants comptabilisés dans l'état du résultat et du résultat global intermédiaire résumé de la période à l'égard de ce régime d'avantages sont les suivants :

	Trimestre clos le 30 juin			
	2023		2022	
Coût des services rendus au cours de la période	**565**	**$**	437	$
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	**434**		348	
Charge au titre des avantages du personnel	**999**	**$**	785	$

9. COMPTABILISATION DES PRODUITS

9.1 MÉTHODE COMPTABLE

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait.

9.2 INFORMATION SECTORIELLE ET VENTILÉE SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par source principale et par région :

	Trimestre clos le 30 juin, 2023						
	Secteur d'activité						
Région	**Gestion des marchés**	**Gestion des projets et des programmes**	**Soutien technique en matière de biens immobiliers**	**Passation de marchés**	**Soutien technique en matière de construction**	**Soutien technique en matière d'environnement**	**Total des produits, par région**
Atlantique	2,699 $	1,209 $	601 $	588 $	505 $	894 $	**6,496 $**
Québec	3,312	1,461	648	470	438	600	**6,929**
Capitale nationale	2,310	4,208	1,843	147	162	453	**9,123**
Ontario	4,531	1,502	858	654	1,024	765	**9,334**
Ouest	3,531	1,643	561	813	267	286	**7,101**
Pacifique	2,862	1,263	304	353	187	343	**5,312**
Siège social	81	50	140	525	476	–	**1,272**
Total des produits, par secteur d'activité	**19,326 $**	**11,336 $**	**4,955 $**	**3,550 $**	**3,059 $**	**3,341 $**	**45,567 $**

	Trimestre clos le 30 juin, 2022						
	Secteur d'activité						
Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 749 $	1 122 $	649 $	535 $	276 $	797 $	6 128 $
Québec	2 883	1 274	499	443	344	554	5 997
Capitale nationale	1 777	3 668	1 757	151	80	617	8 050
Ontario	3 552	1 407	937	585	1 209	676	8 366
Ouest	3 222	1 492	355	806	255	235	6 365
Pacifique	2 410	1 006	209	242	150	178	4 195
Siège social	113	8	44	449	428	–	1 042
Total des produits, par secteur d'activité	16 706 $	9 977 $	4 450 $	3 211 $	2 742 $	3 057 $	40 143 $

Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché.

Produits horaires	**Trimestre clos le 30 juin**	
Région	**2023**	2022
Atlantique	**1 287 $**	1 236 $
Québec	**2 194**	1 598
Capitale nationale	**7 780**	6 549
Ontario	**2 148**	2 181
Ouest	**1 284**	1 148
Pacifique	**1 331**	1 422
Siège social	**824**	615
Total des produits horaires	**16 848 $**	14 749 $

Produits forfaitaires	**Trimestre clos le 30 juin**			
Région	**2023**		2022	
Atlantique	**5 209**	**$**	4 892	$
Québec	**4 735**		4 400	
Capitale nationale	**1 343**		1 500	
Ontario	**7 186**		6 185	
Ouest	**5 817**		5 216	
Pacifique	**3 981**		2 773	
Siège social	**448**		428	
Total des produits forfaitaires	**28 719**	**$**	25 394	$
Produits totaux	**45 567**	**$**	40 143	$

Au 30 juin 2023, 2 920 $ (1 299 $ au 31 mars 2023) de produits comptabilisés d'avance se rapportent à des obligations de prestation non satisfaites. La direction s'attend à ce que le solde soit comptabilisé en produits d'ici le 31 mars 2024. Les variations des produits comptabilisés d'avance pour le trimestre sont présentées dans le tableau suivant.

	30 juin 2023		31 mars 2023	
Solde à l'ouverture de la période	**1 299**	**$**	1 285	$
Comptabilisation des produits comptabilisés d'avance	**(245)**		(473)	
Montants facturés et produits comptabilisés d'avance	**1 866**		487	
Solde à la clôture de la période	**2 920**	**$**	1 299	$

10. CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration pour l'exercice sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestre clos le 30 juin			
	2023		2022	
Infonuagique	**550**	**$**	447	$
Entretien de logiciels	**447**		438	
Services professionnels	**441**		360	
Formation et perfectionnement des employés	**349**		136	
Charges opérationnelles liées aux installations louées	**270**		247	
Déplacement	**214**		106	
Location de matériel	**210**		259	
Téléphonie et communication de données	**165**		181	
Services, fournitures et matériel de bureau	**149**		173	
Recrutement	**142**		11	
Services et communications clients	**99**		112	
Logiciels	**66**		60	
Hébergement	**64**		20	
Mobilier et équipement	**30**		7	
Réinstallation d'employés	**29**		40	
Abonnements et adhésions	**25**		28	
Matériel informatique	**16**		8	
Autres	**6**		4	
Poste et transport de marchandises	**5**		7	
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	**3 277**	**$**	2 644	$

11. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

	Trimestre clos le 30 juin			
	2023		2022	
Produit d'intérêts sur les placements	**292**	**$**	94	$
Produit d'intérêts sur les dépôts bancaires	**274**	**$**	135	$
Acquisition d'immobilisations corporelles non payée	**224**	**$**	60	$
Charges d'intérêts sur les obligations locatives	**52**	**$**	52	$

12. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES CONNEXES

12.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de cet instrument financier. La valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit était de 97 407 $ au 30 juin 2023 (89 517 $ en mars 2023) et représentait l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Comme la Société n'a pas recours à des dérivés de crédit ni à des instruments similaires pour atténuer ce risque, le risque maximal équivaut à la pleine valeur comptable ou nominale de l'actif financier. La Société cherche à atténuer le plus possible le risque de crédit lié à la trésorerie en ne déposant ses fonds qu'auprès d'établissements financiers de bonne réputation et de grande qualité.

La Société n'est pas vraiment exposée au risque de crédit lié à ses créances clients, étant donné qu'elles sont toutes exigibles de ministères du gouvernement du Canada. Elle est exposée à un risque de concentration des créances clients avec le MDN, tel que décrit à la note 14. Compte tenu des taux de défaut de paiement observés dans le passé et de l'analyse chronologique des créances, la Société croit qu'il n'y a pas lieu de calculer les pertes de crédit attendues.

Les autres actifs sont formés des soldes d'avances sur frais de déplacement consentis à des membres du personnel et de prêts aux employés pour l'achat d'ordinateurs. Les charges payées d'avance ne sont pas incorporées aux autres actifs.

Le tableau suivant indique la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) des actifs financiers assujettis au risque de crédit.

	Au 30 juin 2023		
	Juste valeur par le biais du résultat net	**Coût amorti**	**Valeur comptable totale**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 121 $	– $	20 121 $
Placements	–	39 611	39 611
Créances clients	–	35 715	35 715
Autres créances	–	1 951	1 951
Autres actifs	–	9	9
Total des actifs financiers	**20 121 $**	**77 286 $**	**97 407 $**

	Au 31 mars 2023		
	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 563 $	– $	16 563 $
Placements	–	39,373	39 373
Créances clients	–	31 961	31 961
Autres créances	–	1 607	1 607
Autres actifs	–	13	13
Total des actifs financiers	16 563 $	72 954 $	89 517 $

12.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations financières. La valeur comptable des passifs financiers au titre des fournisseurs et dettes diverses se chiffrait à 14 525 $ au 30 juin 2023 (8 506 $ au 31 mars 2023) et représentait l'exposition maximale de la Société. La Société gère son risque de liquidité en contrôlant et gérant ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ainsi qu'aux activités d'investissement prévues. Le risque de liquidité est faible, étant donné que la Société n'a aucun instrument de créance et qu'elle tire ses flux de trésorerie des services qu'elle fournit au gouvernement du Canada. Tous les fournisseurs et dettes diverses arrivent à échéance en six mois ou moins. Les fournisseurs et dettes diverses comprennent les soldes dus aux fournisseurs. Les taxes à la consommation à payer et les congés et heures supplémentaires à payer ne sont pas compris dans les fournisseurs et dettes diverses. De plus, au 30 juin 2023, les actifs financiers de la Société ont dépassé son passif financier de 82 882 $ (81 011 $ le 31 mars 2023).

Le tableau suivant indique l'échéancier des passifs financiers contractuels, y compris les charges d'intérêts estimés :

	Au 30 juin 2023		
	Valeur comptable	**Flux de trésorerie contractuels**	**Échéance à six mois ou moins**
Fournisseurs et dettes diverses	14 525 $	14 525 $	14 525 $
Passifs financiers	**14 525 $**	**14 525 $**	**14 525 $**

	Au 30 juin 2023		
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Échéance à six mois ou moins
Fournisseurs et dettes diverses	8 506 $	8 506 $	8 506 $
Passifs financiers	8 506 $	8 506 $	8 506 $

12.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. De par leur nature et leurs caractéristiques sous-jacentes, les actifs et passifs financiers de la Société ne sont pas exposés aux fluctuations du risque de change ou de l'autre risque de prix.

La Société s'expose aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses placements. Au 30 juin 2023, tous les placements (39 611 $) étaient constitués d'instruments à taux fixe (39 373 $ au 31 mars 2023). Des fluctuations des taux d'intérêt pourraient se répercuter sur la juste valeur de ces instruments, La direction compte néanmoins les détenir jusqu'à leur échéance. La Société a établi que le risque de marché à cet égard était négligeable.

13. CONTRATS DE LOCATION

13.1 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

Les actifs au titre de droits d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux et des installations pour le matériel informatique (entrepôt de données). La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer.

Les variations des actifs au titre de droits d'utilisation sont présentées dans le tableau suivant :

	Location de locaux à bureaux		**Location d'entrepôts de données**		**Total**	
Solde au 31 mars 2023	6 033	$	163	$	6 196	$
Acquisitions	151		–		151	
Amortissements	(268)		(31)		(299)	
Solde au 30 juin 2023	**5 916**	**$**	**132**	**$**	**6 048**	**$**

13.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au			
	30 juin 2023		31 mars 2023	
Partie courante	**997**	**$**	1 310	$
Partie non courante	**5 430**		5 287	
Total des obligations locatives	**6 427**	**$**	6 597	$

Solde au 31 mars 2023	6 597	$
Acquisitions	151	
Paiements	(373)	
Charges d'intérêts	52	
Solde au 30 juin 2023	**6 427**	**$**

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 juin 2023.

Un an ou moins	1 200	$
De 1 à 2 ans	474	$
De 2 à 5 ans	1 538	$
Plus de 5 ans	4 297	$
Total	**7 509**	**$**

Pour le premier trimestre, les charges relatives aux paiements de loyer variables non comprises dans le calcul des obligations locatives étaient de 270 $, comparativement à 247 $ pour la même période de l'exercice précédent. Ces charges correspondent aux charges opérationnelles, aux impôts fonciers et aux frais d'assurance. Il n'y a pas eu de charges relatives aux contrats de location à court terme, et les charges relatives aux contrats de location d'actifs de faible valeur ont été négligeables. Les sorties de trésorerie totales pour les contrats de location ont été de 643 $ pour le premier trimestre (le montant pour la même période en 2022-2023 était de 614 $). Cela comprenait 321 $ pour les remboursements du capital sur les obligations locatives (le montant pour la même période en 2022-2023 était 315 $).

La Société a signé un contrat de location pour son nouveau bureau régional du Pacifique le 30 août 2022. Le bail a commencé le 22 juillet 2023. La Société s'engage à respecter un bail de cinq ans avec un flux de trésorerie non actualisé de 617 $.

14. TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au cours du premier trimestre se chiffrent à 45 567 $ comparativement à 40 143 $ au cours de la même période en 2022-2023; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Les créances et les dettes des parties liées qui sont incluses dans les créances clients et les fournisseurs et dettes diverses, respectivement, figurent dans le tableau suivant :

	Au			
	30 juin 2023		31 mars 2023	
Créances :				
Ministère de la Défense nationale (MDN)	**32 584**	**$**	30 007	$
Agence de logement des Forces canadiennes	**2 713**		1 749	
Centre de la sécurité des télécommunications	**391**		150	
Services partagés Canada	**27**		55	
	35 715	**$**	31 961	$
Dettes :				
Services partagés Canada	**–**		4	
Ministère de la Justice du Canada	**229**		153	
	229	**$**	157	$

La Société a engagé des charges à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada. Ces transactions ont totalisé 294 $ pour le premier trimestre, comparativement à 174 $ pour la période correspondante de 2022-2023. Parmi ces charges, la Société a recouvré 290 $ du MDN au cours du premier trimestre.

Conformément au protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation des services ne peut occuper des installations du MDN, la Société recouvre ses frais de logement sous forme de décaissements remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

Le 2 mars 2022, la Société a racheté pour 1 002 $ une obligation émise par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. La Société a réalisé des produits financiers de 5 $ sur l'obligation au premier trimestre, cohérents avec ceux réalisés au cours de la même période en 2022-2023.

15. PASSIFS ÉVENTUELS

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 30 juin 2023, 13 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 14 581 $. Celles-ci étaient liées à des marchés que CDC avait lancés pour le compte de ses clients-partenaires. Au 31 mars 2023, 12 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 14 557 $.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations qui découlent de marchés intervenus entre des tiers et la Société. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers.

De plus, au 30 juin 2023, d'autres réclamations fondées en droit, non liées au MDN, et pour lesquelles la sortie de ressources nécessaires pour régler l'obligation ne peut être estimée ou n'est pas probable pour le moment, étaient en cours. Aucun montant n'avait été comptabilisé relativement à ces réclamations au 30 juin 2023.